

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

N°985 du 7 Février 2009

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### QUESTIONS SUR LA RELANCE

*Questions politiquement incorrectes, qui n'ont donc pas été posées au Président :*

*1° Faut-il une relance ?*

*2° Faut-il relancer l'investissement ou la consommation ?*

*3° Faut-il relancer le dialogue social ?*

*4° Faut-il relancer les impôts et la dette ?*

*Pour moi, la réponse est claire : c'est quatre fois non.*

*Si on entend par relance une série d'interventions de l'Etat pour sortir d'une crise qu'il a provoquée, je ne comprends pas très bien. Si on entend par relance l'aptitude d'une économie de libre entreprise et de libre entreprise à digérer les erreurs de l'Etat et à repartir grâce au dynamisme du capitalisme mondialisé, je dirai oui à cette relance, mais ce n'est pas celle que les hommes d'Etat, les médias et même les peuples ont en tête.*

*Dans ces conditions, relancer par l'investissement ou la consommation devient un choix tout à fait anecdotique. C'est pourtant autour de ce choix que s'affrontent gouvernement et oppositions. Des investissements en infrastructures, destinés à améliorer les équipements collectifs français, sont-ils préférables à une augmentation massive de pouvoir d'achat ? Le gouvernement fait valoir que l'argent donné aux consommateurs peut se porter sur des produits étrangers, de sorte que l'on relance nos fournisseurs sans donner aucun « stimulus » aux entreprises françaises. Ce n'est pas faux. Le gouvernement fait aussi remarquer que l'on a accumulé des retards dans l'entretien de nos infrastructures : énergie (centrales nucléaires), transports (réseau ferré) ont été négligés par les entreprises publiques qui en ont la charge. Depuis une dizaine d'année, au sein du budget de l'Etat, les seuls postes en expansion sont le service de la dette et les salaires des fonctionnaires, tandis que l'investissement public est en panne.*

*De toutes façons, qu'il s'agisse de la consommation ou de l'investissement, on est toujours en pleine illusion keynésienne : la crise se soignerait par une forte poussée de la « demande globale ». Dépenser plus, ce serait le secret de la prospérité.*

*Cette analyse est délirante, parce que la crise est toujours due à des dérèglements de la production, mal adaptée aux besoins, incapable de s'aligner sur des concurrents plus performants. La crise est un refus d'adaptation, un manque de flexibilité, un gaspillage de ressources dans des emplois dont personne ne veut (les Français ont-ils besoin de tant de « services publics », qui rendent si peu de services au public, mais qui « justifient » l'emploi d'un Français sur deux ?). La crise était en gestation bien avant les « subprimes », et aujourd'hui on feint de découvrir les erreurs accumulées depuis quelques décennies. C'est donc du côté de l'offre, du côté des conditions de fonctionnement des entreprises, et des motivations des entrepreneurs, travailleurs et épargnants qu'il faut regarder pour sortir de la crise. Regarder du côté de la demande est stérile, et aggrave la situation puisque les revenus distribués à ceux qui investissent ou qui consomment n'ont aucune contrepartie dans l'appareil productif – on peut évidemment toujours soutenir que dans vingt ans la France dotée d'un parc d'éoliennes couvrant la moitié de son territoire paiera moins cher son énergie, ce qui est d'ailleurs faux.*



## **Les changes fixes ont des effets pervers**

L'administration des prix peut prendre la forme simple des « changes fixes » : un accord international établit une valeur « officielle » de chaque monnaie, les parités entre monnaies sont connues de tous. C'est sans doute ce à quoi rêvent les partisans d'un « nouveau Bretton Woods ». Mais précisément ces accords n'ont jamais été respectés, dévaluations et réévaluations se sont succédées pendant trente ans. Est-ce ce retour à la souveraineté monétaire que l'on souhaite, avec son cortège d'effets pervers ?

Milton Friedman, entre autres, a dénoncé les changes pseudo-fixes où finalement les banques centrales sont amenées à gonfler ou dégonfler la quantité de monnaie qu'elles mettent sur le marché pour faire monter ou descendre sa valeur et la ramener à sa parité officielle. D'une part elles n'y parviennent jamais : la pression de la demande internationale est plus forte que les manipulations des banques centrales, d'autre part elles perturbent l'économie nationale en faussant tous les prix, conduisant à l'inflation et au chômage.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1978, les monnaies varient à chaque instant, comme par exemple le dollar par rapport à l'euro, reflétant les réalités des marchés. Les changes sont « flottants ». Cet environnement monétaire a été tout à fait propice au commerce mondial, aux investissements internationaux, et la croissance de l'économie pratiquant le libre échange a été spectaculaire.

## **Le retour des manipulations de change par les banques centrales**

Quel est alors le problème ? C'est que certains pays ne jouent pas le jeu des changes flottants. En général, ils essaient, par des interventions sur les marchés des changes, mais sans fixer de parité officielle, d'empêcher leur monnaie de trop s'apprécier. C'est à l'évidence ce que fait la Chine. En effet, la bonne santé du pays et les excédents extérieurs devraient logiquement conduire à une appréciation du yuan. La monnaie chinoise devrait être recherchée par tous les opérateurs du monde entier, et son prix devrait monter. Mais le gouvernement chinois veut inverser cette tendance et fabrique chaque jour davantage de yuans et achète davantage de devises étrangères (ce qui gonfle ses réserves et alimente son fonds souverain). Elle essaie ainsi de favoriser ses exportations, la faiblesse de sa monnaie diminuant le prix de ses marchandises destinées à l'étranger.

Les Chinois ne sont pas les seuls tentés par cette opération. On dit que les Anglais pratiquent de même avec la Livre, qui a perdu en quelques semaines près de 30 % de sa valeur : acheter anglais devient une bonne affaire, et les Anglais devraient se détourner des produits importés. La Banque Centrale Européenne est pressée depuis des années de rompre avec « l'euro fort ». Enfin, dernier en date, le Japon est aussi suspecté de maintenir le yen à un niveau totalement artificiel.

## **Guerre des changes et protectionnisme aggraveraient la crise**

Reste le billet vert. Sa valeur n'a cessé de souffrir de la politique menée par la Réserve Fédérale depuis vingt ans. Pour l'instant, les Etats-Unis dénoncent la Chine : « Barack Obama pense que la Chine manipule sa devise » a déclaré Timothy Geithner, secrétaire au Trésor. Réplique dès le lendemain du ministère du commerce chinois : « Le gouvernement chinois n'a jamais eu recours à une supposée manipulation de devises pour engranger des bénéfices en matière de commerce international. Critiquer sans fondement la Chine sur la question des taux de change ne fera que servir le protectionnisme américain ». Et il est vrai que certains démocrates protectionnistes veulent que le plan de relance Obama précise que les investissements publics programmés ne pourraient être construits qu'avec de l'acier américain. Les Américains laisseraient-ils « filer le dollar » un peu plus pour protéger leur économie en difficulté ?

Si l'on se réfère aux années 1930, c'est le repli des économies nationales et la chute vertigineuse des échanges extérieurs qui ont aggravé la crise. La mondialisation est le vrai moteur de la croissance et la seule vraie chance de reprise. Compromettre la mondialisation par une guerre des changes menée par les Banques Centrales serait réellement suicidaire.

**Jean-Yves Naudet**

## **GUAINO : L'ÉTATISME POUR SORTIR DE LA CRISE**

Les lecteurs du Figaro ont eu droit à un long entretien des journalistes avec Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy et, dit-on, inspirateur de sa politique. Compte tenu de son rôle éminent, il faut y regarder de plus près. Le plus intéressant est la réponse à une question lui demandant si, au fond, ses solutions ne sont pas social-démocrates.

« Les catégories de la vieille politique ne nous aident ni à comprendre ce qui se passe, ni à trouver des solutions (...). Le problème des inégalités trouve aujourd'hui sa source principalement dans la répartition primaire des revenus : le capitalisme financier donnait tellement au patrimoine et incitait si fortement à la concurrence fiscale qu'il était bien difficile de corriger cette inégalité par l'impôt. Ce qu'il faut, c'est mettre en place des règles du jeu économique qui rétablissent l'équilibre entre le capital et le travail. Dans ce nouveau jeu économique, l'Etat a un rôle plus grand à jouer ».

Et voici le sommet : « Dans toutes les grandes aventures du capitalisme, l'Etat a été présent, il l'a été à Venise, à Florence, dans le capitalisme commercial du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les révolutions industrielles du XIX<sup>e</sup>, dans les Trente glorieuses. Mais il s'agit de savoir quel Etat on veut. Ce que nous voulons, c'est un Etat qui entreprend, qui investit, qui innove, qui instruit, qui protège. Ca n'a rien à voir avec le vieil Etat social-démocrate, redistributeur et bureaucratique ». Il a mille fois raison : cela n'a rien à voir. Cela ressemble plutôt au rôle de l'Etat dans l'ex-URSS. L'Etat entrepreneur, investisseur, innovateur, éducateur, protecteur, ce ne peut être que l'Etat totalitaire.

Le reste paraît presque fade à côté. Il aurait souhaité face à la crise « qu'on puisse accomplir ce que le Conseil national de la Résistance a accompli au lendemain de la seconde guerre mondiale, où communistes, socialistes, centristes, gaullistes avaient ensemble refondé le pacte social sans qu'aucun d'entre nous n'ait eu le sentiment de se renier ». Beau programme en effet, centré à l'époque sur les nationalisations et le monopole étatique de la protection sociale. Aujourd'hui, ce qui est en jeu, c'est la politique de civilisation : « On y est ! Jamais la question de la civilisation n'a été aussi clairement posée ! Refonder le capitalisme, c'est une politique de civilisation ! ». L'orgueil, toujours l'orgueil, la présomption fatale des hommes du pouvoir.

Encore quelques « pépites » ici ou là : « C'est en soutenant l'activité qu'on lutte contre le risque déflationniste. L'histoire nous apprend que la plupart du temps c'est par l'inflation qu'on sort d'une crise d'endettement et de la déflation ». L'inflation, comme remède à la crise, voilà qui est intéressant. « Dès lors que le système financier n'est plus en mesure de mobiliser l'épargne pour financer l'économie, il faut bien que les Etats et les banques centrales le fassent ».

« Si l'Etat intervient pour sauver une entreprise ou une banque en faillite, il en prendra le contrôle ». Mais bien sûr pas question « de nationaliser toute l'activité » ; sans doute juste la moitié... « La crise change les rapports entre la politique et l'économie ». Et puis il est aussi devin : « Le modèle de demain sera moins patrimonial » (...) « Il sera plus orienté vers la croissance intérieure que vers la croissance extérieure ».

L'accumulation de telles incompétences, incongruités et mensonges, est assez impressionnante. Malheureusement, Henri GUAINO n'est pas le seul à vouloir refonder la société, l'économie et la « civilisation » françaises. Dans un autre article, Le Figaro nous explique que trois hommes définissent à eux seuls toute la politique économique française. Le « trio stratégique » « est composé de Stéphane RICHARD (Bercy), François PEROL (Elysée), Antoine GOSSET-GRAINVIELLE (Matignon). Ces « quadras » ont plusieurs points communs. Devinez lesquels : ils sont énarques, anciens inspecteurs des finances avant de « pantoufler » dans le privé (Veolia, Rothschild, Loyrette). Ils ont donc une solide formation économique, et une connaissance approfondie du monde des entreprises et des syndicats.

Il y a un demi-siècle James Burnham décrivait « l'ère des organisateurs », et John Kenneth Galbraith lançait l'idée du « nouvel Etat industriel ». Nous y voici. Fin du capitalisme. Il ne reste plus à GUAINO et consorts qu'à rejoindre BESANCENOT, c'est la même chose.

## CASTRO A MOSCOU

Fidel Castro à Moscou, du temps de l'URSS, c'était un grand classique. Raoul Castro à Moscou, du temps de la Russie postsoviétique, c'est une évolution intéressante. Comme le titre *Le Figaro*, «Vingt-deux ans après Fidel, un Castro retourne à Moscou ». Sauf que le monde a changé, le mur de Berlin s'est effondré et l'URSS est morte en 1991. Dans les années qui ont suivi, surtout dans la période Eltsine, le goutte à goutte qui permettait à Cuba de vivre sous perfusion russe a été débranché, les liens se sont distendus, et l'économie cubaine en a pris un coup, puisqu'elle vivait essentiellement à l'aide des largesses soviétiques.

Près de vingt ans après, voilà que les liens se resserrent à nouveau. Nous ne sommes plus sous Eltsine, mais sous Poutine. Raoul Castro est donc passé par Moscou, et pas seulement pour une visite de courtoisie. Il y est d'ailleurs resté une semaine entière. Le directeur de l'institut de l'Amérique latine à Moscou parle d'une visite qui a « une importance historique » et qui « marque une nouvelle étape ». Or, Medvedev était en Amérique latine en novembre, et en particulier à Cuba, et il y avait rencontré Castro, mais aussi de nombreux chefs d'Etat sud-américains, Chavez en tête, comme il se doit. Moscou veut donc clairement reprendre pied dans cette partie du monde, longtemps considérée comme « l'arrière-cour » des Etats-Unis.

Medvedev s'était même entretenu avec Fidel Castro lui-même. Peu après, lors de diverses manœuvres navales, la Russie se montrait dans cette région, y compris à Cuba, avec escale d'une flottille emmenée par le croiseur nucléaire *Pierre Le Grand*, et effectuait des manœuvres communes avec certains Etats de la région. De quoi chatouiller d'un peu près les Américains. Bien sûr, Poutine jure ses grands dieux que Moscou ne veut pas de base militaire permanente à Cuba, mais en réalité, ne serait-ce qu'avec la marine, la Russie fait un retour en force dans cette partie du monde.

Mais chacun sait l'état de délabrement de l'armée cubaine, avec des équipements militaires recouverts depuis longtemps par la jungle. Cuba a donc besoin des Russes pour renouveler, ne serait-ce qu'avec des pièces détachées, l'armement issu de la période soviétique. Mais la coopération économique est essentielle, surtout si les relations ne se dégèlent pas vraiment entre Cuba et les USA. Cuba a besoin de l'énergie russe, à commencer par le pétrole, et le vice-ministre russe chargé de l'énergie n'est pas venu à Cuba pour faire du tourisme. Mais, au-delà, ce sont les Russes qui lorgnent sur le Golfe du Mexique et notamment sur la côte cubaine, qui offrent des perspectives de gisement pétrolier. Quant aux produits de consommation, la Russie souhaite être plus présente sur le marché cubain et Cuba en a besoin. Et Moscou n'oublie pas que du temps de l'URSS plusieurs dizaines de milliers de Cubains sont passés par les universités soviétiques.

Au-delà de cette question cubaine, on constate donc le grand retour de la Russie de Poutine dans cette partie du monde. Les vents lui sont favorables. Les régimes marxistes sont, hélas, de plus en plus nombreux en Amérique latine, du Venezuela au Nicaragua en passant par la Bolivie et bien d'autres. Les régimes sociaux-démocrates, du Chili au Brésil, tout en se méfiant de la Russie de Poutine, ne sont pas mécontents de mettre un peu les USA en concurrence, « pour faire monter les prix » dans leurs négociations, militaires ou commerciales. Certes, Moscou n'en est plus au temps glorieux du soviétisme, mais la Russie de Poutine a d'importantes ressemblances avec le régime précédent, ne serait-ce que par la filiation avec l'ex-KGB. Moscou n'est pas un modèle de démocratie et encore moins d'économie de libre marché, avec un Etat tout-puissant et un régime autoritaire, sans grandes libertés. La Russie trouve dans ce continent des opportunités et des régimes foncièrement anti-américains à fédérer. Reprendre pied à Cuba fait partie de cette habile stratégie.

## LE FEUILLETON MÉDICAL : SUITE

Les choses s'enveniment entre les pouvoirs publics et les médecins. Nos confrères de la presse quotidienne sont de plus en plus pessimistes : « Médecins libéraux : la négociation sur les tarifs proche de l'échec » pour Les Echos. « Projet. Certains praticiens libéraux pourraient faire l'objet de sanctions financières » et encore « Déserts médicaux : la droite prend le risque d'un divorce avec les médecins » pour Le Monde, qui, pour une fois, voit très juste dans ce domaine. En général, le débat entre syndicats médicaux et assurance maladie porte sur la revalorisation des honoraires, accordée au compte-goutte par la CNAM. Nous en avons souvent discuté ici et notre analyse n'a pas changé : en acceptant le principe d'honoraires fixés par la Sécu, les médecins se sont mis dans les mains du pouvoir et de son arbitraire, alors que la seule piste libérale était de développer le secteur 2 à honoraires libres.

Mais c'est ici un autre débat qui vient se greffer sur celui des honoraires, et un autre piège pour les médecins : la question des « déserts médicaux ».

A l'origine, il y a eu sans aucun doute une erreur de nos technocrates planificateurs. La démographie médicale impliquait de nombreux départs en retraite vers 2005-2010, tandis que la modification du numerus clausus en 1<sup>o</sup> année de médecine n'aura d'impact sur l'installation effective de nouveaux médecins que dix ans plus tard. Le numerus clausus a été à l'évidence trop restrictif pendant trop longtemps : preuve, si nécessaire, qu'un système bureaucratique est incapable de prévoir dix ou vingt ans à l'avance les besoins de la communauté.

En dehors de la pénurie globale, il y a aussi, dit-on, la mauvaise répartition ; c'est la question mise aujourd'hui en avant. A vrai dire, les médecins suivent d'abord la demande et s'il est vrai qu'il y a plus de médecins dans le sud, il y a aussi plus de personnes âgées, donc plus de besoins de soins. Mais il est vrai aussi que certaines régions, notamment rurales, sont comparativement désertées. Un jeune médecin qui s'installe va privilégier en général une implantation urbaine ou près d'une ville, pour bénéficier lui-même des services culturels ou de loisirs ; c'est bien humain. Pourquoi ? Parce que s'il s'installe dans une zone plus désertique, non seulement l'exercice sera plus difficile (distance à parcourir), mais aussi le niveau de rémunération des actes en secteur 1 sera le même. Ici, une totale liberté des honoraires pourrait régler le problème : la rareté de l'offre de soins faisant monter les prix, donc les honoraires, dans les secteurs où on manque de médecins. En passant aux honoraires fixes, on se prive du régulateur du marché libre.

Résultat : face à cette situation, la CNAM et l'Etat, qui ne veulent pas entendre parler du marché, sont conduits à singer celui-ci. On est donc parti de l'idée de conditionner l'autorisation de tarifs de consultation médicale revalorisés à l'acceptation par les médecins d'exercer au moins une partie de leur activités en zones dites défavorisées.

Mais nos technocrates de la santé sont imaginatifs. La carotte ne suffit pas, il faut aussi le bâton. Ceux qui ne veulent pas s'installer dans les zones désertiques désignées par les pouvoirs publics feront l'objet de sanctions financières. Ainsi dira-t-on aux médecins : installez-vous où vous voulez, mais si c'est dans un endroit que nous n'acceptons pas, vous paierez une amende. Ce n'est donc plus un choix libre et responsable, c'est un choix contraint, donc la fin du vrai libre choix. De plus, on ne propose pas une vraie revalorisation des honoraires pour ceux qui travailleront, au moins en partie, dans les zones en question, mais seulement le passage de la consultation de 22 à 23 euros, ce qui devrait être fait depuis longtemps (la « promesse » date de 2006). Même le plat de lentilles est un peu maigre ! Et si les médecins ne signent pas l'accord, le gouvernement menace de passer par la loi et de céder à la pression des élus locaux.

Quant aux sanctions, même le très modéré Michel Chassang de la CSMF s'indigne « Mettre en place une sorte de service médical obligatoire c'est inacceptable pour les médecins libéraux. Nous ne sommes pas en Union Soviétique ! ». C'est bien dit. Ainsi, les médecins, comme d'autres professions, paient au prix lourd, celui de leur liberté, les errements étatiques : ce sont les médecins qui supportent les conséquences des politiques publiques absurdes menées pendant des années.

## **BASTIAT L'AVAIT RÊVE, LA TEMPÊTE L'A FAIT...**

Natif des Landes, département durement touché par la tempête récente, le grand économiste français Frédéric BASTIAT avait expliqué les bienfaits économiques des catastrophes dans un pamphlet intitulé : « La vitre brisée ».

Il fait aujourd'hui des émules. On sait que la tempête du Sud Ouest a provoqué de nombreux drames humains et causé d'importants dégâts matériels, que l'on ne peut que déplorer. Hélas, elle a entraîné aussi de graves dégâts intellectuels. Nous n'insisterons pas sur le discours de ceux qui ont expliqué que deux tempêtes en quelques années, c'était bien la preuve absolue de la dégradation écologique et en particulier du réchauffement de la planète.

Plus intéressante est l'interrogation sur les effets économiques de la tempête. Les dégâts directs ont été évalués à 600 millions d'euros. A priori, c'est une perte sèche pour ceux qui vont payer : les assureurs (c'est-à-dire nous en dernier ressort), l'Etat et les collectivités publiques (toujours nous, comme contribuables) et les ménages eux-mêmes. Mais certains s'interrogent, comme ils l'avaient déjà fait pour la tempête précédente ou à l'occasion des attentats du 11 septembre, sur l'impact de cet événement sur l'activité économique.

Un article du Figaro-Economie, que l'on avait connu plus perspicace, illustre cette idée. Le titre en dit déjà long : « La tempête pourrait redonner des couleurs au secteur du bâtiment ». Le texte est encore meilleur : « Un rien cynique, l'adage des économistes, « rien de mieux qu'une bonne guerre pour relancer l'activité », vaut-il aussi pour une tempête ? En d'autres termes, les événements du week-end dernier dans le Sud-ouest auront-ils un impact sur la croissance ? De fait, une catastrophe naturelle a souvent un impact positif sur l'activité des régions concernées. Car il va falloir injecter dans l'économie beaucoup d'argent pour remédier aux dégâts occasionnés -électricité, télécommunications, infrastructures, forêts, équipements publics... Le bâtiment fera partie des principaux bénéficiaires des dépenses imprévues. Lors de la dernière tempête de 1999, les professionnels du secteur avaient évalué le supplément d'activité à environ 1%, entraînant la création de 5000 à 6000 emplois supplémentaires en 2000 ». Et Le Figaro de conclure que « l'effet macroéconomique devrait être faiblement positif ».

Il y a plus de 150 ans, Frédéric Bastiat, dans ses « Sophismes », avait écrit des pages magnifiques et définitives pour tordre le cou à de telles sornettes : il avait pris l'exemple des travaux publics, de l'impôt et de bien d'autres, à commencer par la vitre cassée, qui se rapproche le plus de notre histoire de tempête. Quelques gamins brisent des vitres dans une rue ; commentaire de certains : « c'est bon pour l'économie », puisque cela va donner du travail aux vitriers. C'est exactement ce que raconte Le Figaro.

Oui, mais Bastiat explique que cet argent doit être pris quelque part. Si c'est le ménage qui paie, il va devoir réduire ses dépenses dans d'autres domaines, et le supplément de production dans le domaine des vitres sera compensé par une réduction de ses achats de chaussures ou de restaurant et donc un recul de l'activité dans d'autres secteurs. Le bilan global en termes de croissance est donc nul, et en termes de satisfaction, rien de plus dans le domaine des vitres (l'une a remplacé l'autre) et un moins dans les achats auxquels on a dû renoncer. Et l'analyse implacable de Bastiat est la même si le financement vient de l'Etat, donc de l'impôt, puisque le supplément d'activité permis par les dépenses publiques est compensé par la perte de l'activité privée de ceux qui, payant plus d'impôts, dépenseront moins. Le bilan est nul et même négatif compte tenu des pertes en route de toute opération de recettes et dépenses publiques.

En réalité, l'idée qu'il y a derrière cette croyance qu'une destruction ou une guerre soit bonne pour l'économie est de même nature que l'idée keynésienne qui pense que prendre en impôts (ou en emprunts) pour que l'Etat dépense plus va relancer l'économie. Tout cela est absurde et Bastiat a, avec presque un siècle d'avance, tué dans l'œuf toute l'analyse keynésienne qui apparaîtra vers 1936. S'il revenait aujourd'hui, il ne parlerait plus de la vitre cassée, mais de l'arbre arraché ; on pourrait écrire la même chose pour les voitures que certains jeunes de banlieue s'emploient à brûler : est-ce que cela relance l'économie ? Et Bastiat écrirait alors « La voiture brûlée ».

## **AZNAR : LE LIBÉRALISME POUR SORTIR DE LA CRISE**

C'est un grand bol d'air frais qu'ont bu les lecteurs du Figaro, avec l'entretien accordé par José Maria Aznar à ce journal. L'ancien premier ministre espagnol était en effet à Paris à l'occasion d'un colloque sur le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN. Son discours tranche un peu avec les délires étatistes et keynésiens qui ont semblé toucher la quasi-totalité du monde politique.

Bien entendu, on lui demande : « La crise économique ne signe-t-elle pas l'échec du libéralisme ? ». La réponse fuse : « Ce n'est certainement pas l'échec du libéralisme, mais l'échec des mécanismes actuels de régulation et d'intervention de l'Etat dans un secteur qui est pourtant déjà très régulé, le système bancaire. C'est comme en politique. Lorsqu'on élit un mauvais gouvernement, cela ne remet pas pour autant en cause la démocratie ».

Mais que faut-il faire alors pour sortir de la crise ? « Nous avons l'obligation de sauver les banques, car, sans un système financier solide, il n'y a plus d'économie qui tienne » Thème hélas à la mode chez la plupart des libéraux, nous pensons pour notre part qu'il n'y a aucune raison de renflouer des entrepreneurs qui n'ont pas su accomplir leur mission, ils doivent être sanctionnés pour leurs erreurs de gestion. Il existe assez de banquiers et de financiers de qualité pour reprendre en mains les affaires ou pour réemployer le personnel.

Mais revenons au reste du discours : « Mais il faut surtout faire des réformes économiques. Plus de flexibilité et de liberté dans l'économie, moins de taxes, moins de dépenses, plus de stabilité budgétaire, moins d'intervention de l'Etat ». On le voit, on est assez loin des relances par les dépenses publiques. On lui pose d'ailleurs la question : « Mais les Européens ne sont-ils pas en train de faire le contraire ? ». « Exactement. Et c'est bien pour cela que je suis convaincu que les Etats-Unis sortiront de la crise avant l'Europe ».

Le reste, concernant la politique étrangère par exemple, est courageux et mérite d'être cité : « Les Européens doivent-ils renforcer leur présence en Afghanistan comme le demande Barack Obama ». « Oui, ils le doivent, car on ne peut pas être dans une Alliance, réclamer les bénéfices de la sécurité, et ne pas y apporter sa contribution. Pourtant, je ne crois pas que les Européens vont répondre favorablement à cette demande ». Non seulement il a de bonnes idées, mais encore il est lucide.

Faut-il faire revoter l'Irlande, qui a rejeté le traité européen ? « Je ne crois pas que ce soit une bonne chose de faire revoter un pays qui a dit non, jusqu'à ce qu'il dise oui ». Enfin, faut-il avoir peur d'Obama ? « Je ne pense pas qu'il y ait de changement radical, même si le nouveau président a fait naître beaucoup d'attentes. Les menaces qui pèsent sur le monde en général et sur les Etats-Unis en particulier, sont les mêmes pour Barack Obama que pour George W. Bush (...) En Europe, beaucoup croient que les Américains ont élu un anti-américain à la présidence des Etats-Unis. C'est une erreur. Barack Obama est un Américain convaincu, attaché aux valeurs et à l'histoire des Etats-Unis ».

Pouvons-nous faire une suggestion ? Si, ce qui est loin d'être certain, le traité européen était finalement ratifié par les Irlandais, les Tchèques et les Polonais, puisqu'il prévoit un président européen stable, et que beaucoup lorgnent déjà sur le poste, avant même qu'il n'existe, pourquoi ne pas proposer la candidature de José Maria Aznar : libéral en économie, pro-atlantiste en matière de politique étrangère, nous voulons bien voter pour lui, du moins si on demande leur avis aux citoyens européens. Ce qui est peu probable.

### **AU SOMMAIRE DU N°985 :**

**EDITORIAL** : Questions sur la relance pp. 1-2

**CONJONCTURE** : La guerre des changes pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : Guaino : l'étatisme pour sortir de la crise p. 4 - Castro à Moscou p. 5 - Le feuilleton médical : suite p. 6 - Bastiat l'avait rêvé, la tempête l'a fait ... p. 7 - Aznar : le libéralisme pour sortir de la crise p. 8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille